L'Avenir de la Démocratie - Sangnier
1903

L'AVENIR

DE LA

DÉMOCRATIE

Discours prononcé le 1er Février 1903

PAR

MARC SANGNIER

A L'INAUGURATION

de l'Institut Populaire du Xe Arrond

AU *SILLON*

4 bis, BOULEVARD RASPAIL, PARIS (VIIe)

—

1903

L'Avenir de la Démocratie

I. — LA FORMATION SOCIALE

Cercles d'études et Instituts populaires.

Camarades,

Lorsqu'un voyageur a entrepris de franchir des montagnes rudes et escarpées, de temps en temps il se plaît à s'arrêter au haut d'un col d'où il découvre un lointain horizon ; il se repose, il fait halte quelques instants et de ses yeux dispos il regarde la route nouvelle qui va s'ouvrir devant lui.

Il me semble que nous sommes ce soir quelque peu semblables à ce voyageur, et que la fondation de ce nouvel Institut populaire marque une joyeuse étape dans notre marche en avant à la conquête de l'âme française.

Je le sais, le voyage sera dur, et ce n'est pas parce que nous aurons allègrement franchi les premières étapes que les batailles nous seront ménagées et que nous nous ensanglanterons moins les pieds et parfois le cœur sur les pierres de la route.

Cependant, il est utile de se recueillir comme pour un fraternel examen de conscience : ne devons-nous pas préciser nos idées, savoir exactement où nous allons et ce que nous voulons ? Parmi tant

d'hommes qui sont, hélas ! capables seulement de passions nobles ou de haines aveugles, nous voulons devenir des citoyens vraiment libres, c'est-à-dire conscients d'eux-mêmes et de la tâche qui leur est imposée : les Cercles d'études et les Instituts populaires ne serviraient à rien si leur premier résultat n'était tout d'abord de nous affranchir nous-mêmes et de nous permettre d'avoir vis-à-vis de notre propre conscience ce courage si rare aujourd'hui qui consiste à penser librement et à conformer toute sa vie à la vérité découverte. *(Applaudissements).*

Ce que je voudrais essayer d'établir avec vous ce soir, c'est le lien intime qui unit notre travail d'éducation populaire à l'avenir de la démocratie française.

Certains se figurent que nous perdons du temps et que ce sont de trop longues veillées d'armes que nous imposons à la jeune ardeur de nos camarades. Ils disent : la France n'a pas le temps d'être sainte avant d'être sauvée ; il faut nous mêler à la bataille politique, jusqu'au jour où nous aurons débarrassé la patrie des sectaires qui l'exploitent et la tyrannisent : ce jour-là même marquera le définitif triomphe de l'esprit français sur ceux qui déshonorent la France. *(Nouveaux applaudissements).*

Je vois, camarades, par vos applaudissements, que le but vous séduit, que c'est comme une étoile qui vous attire. Mais, remarquez-le bien, ce n'est pas simplement par des vœux, ni par des désirs, ce n'est même pas par l'étude attentive du mal présent que nous pourrons sauver la France. Il faut plus de temps, plus de soins, un labeur plus acharné, plus quotidien ; il faut le dévouement de

nos individualités au salut commun. Et telle est l'œuvre que nous poursuivons par nos Cercles d'études et nos Instituts populaires.

Hélas, le mal dont nous souffrons n'est pas simplement un mal politique Changez la clientèle gouvernementale, — et c'est à cela que s'acharnent les hommes politiques de tous les partis d'opposition : — vous n'aurez rien fait, si vous n'avez pas, en même temps, changé l'opinion publique, et si nécessairement la clientèle nouvelle ou quitte le pouvoir ou ne peut y rester qu'en se laissant entamer par le mal qui ronge les masses profondes de la société française. Il faut donc transformer l'opinion publique. Il y a des problèmes moraux, sociaux et religieux qui s'agitent, et ce n'est pas en jetant des bulletins dans les urnes que l'on résoudra ces problèmes. *(Vifs applaudissements).*

Si la France souffre et se débat, c'est parce qu'elle a conçu un rêve noble et généreux, celui de réaliser une démocratie véritable, dans laquelle chaque citoyen aurait une part de direction dans les affaires nationales, et si nous souffrons aujourd'hui, c'est parce que l'on a cru qu'il suffisait de déclarer que le peuple était roi pour qu'il le fût en effet, c'est parce qu'on ne s'est pas aperçu que le diadème que l'on déposait ainsi sur son front ressemblait bien plutôt à une couronne d'épines qu'à une couronne de roi. *(Longs applaudissements).*

Relevons donc les cœurs et les courages ou bien revenons en arrière. Nous devons choisir. Il est impossible que plus longtemps la France s'agite comme elle le fait aujourd'hui. Ou bien il faut que nous trouvions assez d'énergie pour nous ressaisir, pour chasser de nos syndicats les hommes politiques

qui les exploitent et des conseils de la patrie ceux qui veulent se faire de nos passions et de nos intérêts un facile tremplin pour y asseoir leur égoïsme ; il faut que nous rénovions l'âme de la France, que nous la libérions ; — ou bien il faut que nous retournions en arrière et que nous nous jetions dans les bras du premier sauveur venu, qui nous donnera la tranquillité et la prospérité matérielle, peut-être, au prix de l'abdication de nos droits et de nos devoirs. (*Applaudissements*).

C'est qu'en effet, camarades, on ne peut pas faire une démocratie si le peuple n'a pas l'esprit démocratique, et je crois, hélas ! que le peuple de France n'a pas encore tout-à-fait cet esprit. Il ne suffit pas de crier : vive la République, ni vive la liberté ; il faut encore avoir le goût de la liberté, il faut avoir le courage de pratiquer cette vertu, car la liberté, remarquez-le, c'est bien plutôt une vertu qu'un droit et combien peu d'hommes, hélas ! sont capables de la pratiquer !

L'esprit démocratique, c'est un esprit de responsabilité d'abord, de tradition ensuite et enfin de véritable progrès.

Un esprit de responsabilité. Qu'est-ce qui distingue la démocratie de la monarchie ou du césarisme ? C'est que dans la démocratie chaque citoyen est responsable de la chose publique, que l'âme de la nation, ainsi multipliée, vit pourtant tout entière dans chacun d'eux L'ouvrier, après avoir accompli chaque jour le travail qui lui permet de vivre et d'élever sa famille, doit donc se rendre bien compte que ce labeur ne suffit pas et que s'il a pris soin de sa femme et de ses enfants, il faut encore qu'il prenne soin de la France, car le jour où il ne

s'occupera plus d'elle, d'autres sauront s'en occuper pour l'avilir et la prostituer.

Ah ! certes, cela semble facile d'être responsable de la chose publique ! Cela paraît un droit, et partout les citoyens réclament dans les assemblées politiques l'ingérence naturelle qui leur appartient dans tout ce qui concerne la nation. Mais ils ne se rendent pas compte qu'être citoyen est un fardeau très lourd et un fardeau qui n'a pas pour récompense de grands privilèges ; que le citoyen ne recevra pas d'argent pour voter ou que, s'il en reçoit, par ce fait même, il ne méritera plus de voter, du moins à l'égard de sa conscience... (*Très bien ! très bien !*)... que le citoyen a des charges, des devoirs plus encore que des droits. Et c'est là ce que tous nous devons nous dire, car si nous n'acceptons pas les devoirs que la République nous impose, nous n'avons pas le drcit de réclamer la République ; si nous ne voulons pas des charges que la démocratie fait peser sur nos épaules, nous n'avons pas le droit de nous dire des démocrates. Et, du reste, la plupart de ceux qui aujourd'hui se disent démocrates ressemblent à ces ilotes prêts, suivant l'expression de l'historien latin, à se ruer dans toutes les servitudes : ... or il y a une servitude qui ne provient pas de la toute puissance d'un homme ; elle est anonyme, hypocrite, elle sort d'une majorité qui ne considère pas les intérêts généraux, mais seulement les intérêts d'un parti. Lorsqu'un grand pays comme la France est sous l'oppression des partis, il est plus déchiré encore que lorsqu'il est sous le bras d'un maître, et je crois que la tyrannie d'aujourd'hui, que la tyrannie qui essaye de s'appeller notre démocratie, est telle que

véritablement bien des hommes sincères peuvent être dégoûtés de ce beau mot de démocratie. (*Vifs applaudissements.*)

Réaliser plutôt la République en permettant à toutes les énergies nationales de se développer et de fructifier : n'est-ce pas la véritable politique qui s'impose à nous ? Mais pour cela, il faut d'abord renoncer à toute politique, ou tout au moins bien se rendre compte que le travail nécessaire n'est pas simplement celui qui consiste à revendiquer les libertés que l'on veut nous ravir, mais que le labeur indispensable est plus profond, qu'il consiste à développer les intelligences, à rendre les hommes conscients, à changer l'opinion publique française en l'éclairant, en la dirigeant, ou plutôt en lui permettant de se diriger elle-même vers la justice sociale et vers l'épanouissement des énergies françaises. (*Longs applaudissements.*)

L'esprit démocratique est encore un esprit de tradition. J'insiste sur ce mot, mes chers camarades, car bien souvent on oppose la tradition à la démocratie ; les hommes de tradition, dit-on, ont peur de la démocratie ; ils n'en veulent pas On semble dire que la tradition est quelque chose d'immobile et de stagnant, alors qu'au contraire la tradition est essentiellement quelque chose qui avance, qui se développe et qui progresse. Et je vous le demande, que serait la tradition nationale si elle n'était justement l'adaptation de l'âme d'un pays, du sens d'une race aux diverses nécessités sociales contingentes que les temps et les mœurs évoluant mettent sur le chemin de cette âme vivante ? Voilà pourquoi je dis que le respect même de la tradition française doit nous porter à ne pas accepter comme à regret

la démocratie, la considérant comme un fait dont il faut tenir compte, mais que nous ne pouvons pas aimer. Les traditions nationales de la France ont toujours montré, au contraire, la démocratie comme se dégageant petit à petit par un long effort des siècles, d'abord soutenue par l'autorité du roi qui a affranchi le peuple des jougs qui pesaient sur lui (*Vifs applaudissements*) ; puis le peuple, prenant conscience de lui-même, et ne regardant plus autant en arrière qu'en avant, a essayé, dans un mouvement sublime, de se passer de tuteur ; mais, hélas ! pour avoir oublié qu'avant de s'en passer il fallait être robuste, il a traversé la plus terrible et la plus cruelle des crises de croissance... (*Très bien ! très bien !*)... et nous sommes encore aujourd'hui dans une de ces crises. Mais ce n'est pas en retournant en arrière que nous pourrons retrouver un passé disparu, dont l'enseignement ne peut être utile que si nous nous proposons de faire non ce qu'ont fait nos pères, mais ce qu'ils auraient fait s'ils avaient vécu à notre époque. Si donc nous voulons reprendre la tradition nationale, il faut que nous gardions ces vieilles qualités françaises, cette loyauté, cette générosité chevaleresque, qui ont toujours placé la France au premier rang dans la marche vers le progrès. (*Applaudissements.*)

Le sentiment national français est, en effet, avant tout un sentiment progressiste. D'autres nations seraient peut-être incapables d'en dire autant. Chez nous, il n'y a pas de doute possible : le nationalisme français n'est véritablement national que s'il est orienté vers les questions internationales ; la France ne peut se désintéresser du reste de l'hu-

manité ; la France ne serait plus véritablement la France, la vieille France historique des Croisades et de la Révolution française, le jour où elle voudrait se renfermer dans un égoïsme clos et où elle essaierait de refaire ses finances et son industrie, en se désintéressant des grands problèmes religieux, moraux et sociaux qui ont toujours tourmenté son âme pleine d'idéal, et incapable de repos en dehors d'un apostolat généreux s'étendant sur le monde tout entier. (*Applaudissements prolongés.*)

Mais cet esprit démocratique, s'il est en germe dans l'âme de la plupart d'entre nous, comment se fait-il que nous le constations si peu dans les manifestations de la vie nationale française ? Comment se fait-il surtout que l'on ne nous ait donné que la caricature de la véritable démocratie, qui est respectueuse de la tradition, qui est une démocratie organisée, hiérarchisée en quelque façon ? Comment se fait-il qu'on nous offre au contraire une démagogie incohérente et ridicule, ballottée au vent de toutes les passions, asservie par l'omnipotence du premier venu ? Parce que l'âme française n'est pas encore assez résistante, parce que certaines utopies généreuses sont arrivées à la séduire, à la circonvenir, à la troubler, parce que surtout nous n'avons pas assez réfléchi, et que nous nous sommes laissés aller à suivre des conseils faux et intéressés, à écouter toutes les chansons nouvelles qui nous berçaient, à ne pas réfléchir avec notre conscience et à ne plus juger avec notre cœur ; car si, suivant la parole du grand Pascal, le cœur a ses raisons que la raison ne connaît point, le cœur n'est pas cette sorte de sentimentalité vague, cette impressionnabilité de commande qu'un verre de vin

surexcite ; le cœur c'est ce sentiment profond qui nous enchaîne au sol national, à ce bon sol français où nous avons pris racine, c'est aussi cet instinct qui, nous rattachant à l'avenir, attire les rameaux de notre activité fécondée ; le cœur c'est une force positive et vivante, gardienne de la perpétuité de la race et comme inspiratrice de ses nécessaires adaptations. Voilà pourquoi aujourd'hui, si nous voulons suivre la tradition, nous devons être des démocrates et de véritables progressistes. (*Applaudissements.*)

Pour atteindre ce résultat, on ne saurait songer à opérer d'abord sur la masse. Il faut créer une élite. Il est impossible que tous les hommes, — et c'est un fait d'expérience quotidienne, — soient capables du même effort intellectuel ; ils n'ont pas la même puissance directrice. Il y aura toujours des hommes dirigeants, et si nous sommes en garde contre les prétentions des vieilles classes dirigeantes, c'est justement parce qu'il nous apparaît que dans ces classes, il y a une foule d'individualités qui ne dirigent plus rien du tout et qui sont perpétuellement absorbées par la garde de leurs capitaux inutiles. Les dirigeants, toujours nécessaires, se recruteront, sans doute, dans les éléments restés encore sains de la vieille noblesse et de la bourgeoisie, mais ils se recruteront peut-être d'une façon plus privilégiée encore dans ces milieux populaires, jeunes assurément, inaccessibles à certaines subtilités intellectuelles, mais qui portent en eux beaucoup de l'avenir national. Tant qu'il n'y aura pas dans les milieux ouvriers une élite sociale, les syndicats nécessairement seront dirigés par des politiciens, transfuges souvent des

vieilles classes dirigeantes, qui se servent des ouvriers au lieu de servir leurs intérêts. Mais si, au contraire, les classes populaires produisent elles-mêmes des hommes capables de conduire le labeur corporatif, du même coup, le syndicat n'est plus une machine de guerre dans les mains des politiciens qui l'exploitent ; le syndicat reprend sa destination et sa force et devient un facteur considérable dans la démocratie française. (*Applaudissements.*)

C'est justement là le but que nos camarades du *Sillon* se proposent d'atteindre par les Cercles d'études. Ce groupe d'une douzaine de jeunes ouvriers n'a pas simplement pour but de compléter l'instruction de ses membres, ni de leur ouvrir des horizons nouveaux, ni même de les former à l'art de la parole. Le Cercle d'études se propose un but plus sérieux, plus noble : il veut travailler à créer une élite ouvrière, et cette élite nouvelle ne se formera pas par une sorte de mainmise des vieilles classes dirigeantes ou des intellectuels sur l'âme populaire : cette élite se développera spontanément par le travail des générations, par l'effort de tous. Et c'est ce qui distingue nos Instituts de ceux des intellectuels anticléricaux, qui, voyant que le peuple ne parlait pas leur langue, ont voulu la leur apprendre : et M. Anatole France ne craignait pas de dire en inaugurant une Université populaire : Ce que nous voulons apprendre au peuple, c'est notre méthode critique.

Nous, camarades, nous avons un autre but : nous ne sommes pas les pédagogues du peuple ; nous voulons nous entendre entre camarades, parce que nous savons que les uns comme les autres nous avons besoin de ce fraternel échange de vues,

parce qu'il n'est pas possible qu'une nation prenne pleinement conscience de soi-même si seule la méthode chère à ces intellectuels, sortis de Normale ou de l'Ecole des Chartes, impose au pays les décisions de sa science omnipotente. (*Applaudissements*)

L'élite de nos Cercles d'études ne restera pas enfermée dans des spéculations qui deviendraient inutiles si elles n'avaient pas de répercussion sur la marche sociale du pays ; nous ne formons des Cercles d'études que pour atteindre la masse de la nation, et les Instituts populaires sont justement des maisons édifiées pour permettre à tout le monde de se rencontrer, de se connaître et de discuter les intérêts généraux de l'âme française.

... Et cela n'a l'air de rien, organiser des réunions publiques où l'on puisse entendre les adversaires. Mais savez-vous que c'est une nouveauté d'une hardiesse étrange et presque insensée. Les hommes sont tellement accoutumés à n'écouter que ceux qui parlent leur langue ! Ils ne se rendent pas compte que la première vertu intellectuelle consiste à essayer de comprendre ce que disent et veulent les adversaires ; ils oublient cette justice intellectuelle aussi nécessaire que la justice personnelle ou que la justice sociale. Une idée a droit à être comprise avant d'être réfutée. Hélas ! combien d'hommes seraient incapables de réfuter jamais aucune idée s'ils étaient contraints de comprendre cette idée avant d'essayer de la réfuter. (*Rires et applaudissements.*)

L'Institut populaire permettra donc enfin à nos camarades de rencontrer des adversaires, non pas simplement des adversaires hurleurs, mais des adversaires pensants, et l'on verra que le nombre des

hommes qui se battent pour des idées, devient sensiblement moins important le jour où l'on astreint les combattants à avoir des idées personnelles et à savoir ce qu'ils disent ; et c'est déjà une première expérience que celle qui consiste à diminuer sensiblement la catégorie de ceux qui prennent part à ces joutes intellectuelles et à montrer aux autres qu'ils ne doivent pas crier dans un sens ou dans l'autre avant d'avoir essayé au moins de s'être fait des convictions sincères et réfléchies.

Quand les Instituts populaires se seront développés en France, nous verrons si ces haines anticléricales, fomentées de toutes parts par certains hommes, correspondent véritablement à quelque chose dans le sentiment national, ou si au contraire, ce ne sont que de vilaines broussailles qui entourent les âmes au risque de les étouffer et d'empêcher le développement des sentiments féconds qui ne demandent qu'à germer.

Je crois, pour ma part, que les expériences faites durant trois ou quatre années déjà par nos Instituts populaires, nous ont permis de nous rendre compte que les adversaires perdaient de leur morgue et de leur arrogance lorsqu'on leur demandait compte de leur haine, de leur parti pris, lorsqu'on voulait lutter avec des raisons et non avec des coups et lorsqu'on avait le sublime entêtement de penser librement quand même. (*Applaudissements répétés.*)

Mes chers camarades, laissez-moi vous dire que cet immense travail qui s'impose à nous pour créer en France une véritable démocratie, peut faire sourire les sceptiques : on peut le trouver au-dessus de nos forces, et j'avoue même que ceux qui raisonnent simplement avec leur raison, que ceux qui ne font intervenir aucun facteur moral positif vont du côté

du césarisme positiviste et athée. Il y a quelque chose d'étonnant, c'est que tous les grands esprits positivistes de ce XIXe siècle terminé ont commencé par les utopies enchanteresses de libéralisme et de la démocratie et que presque tous ont échoué dans les regrets attardés de la monarchie disparue. Qu'il s'agisse de Renan, de Taine, d'Auguste Comte ou, plus près de nous, des Maurras et des Vaugeois, tous, nous les voyons regretter le cerveau pensant se trouvant dans une seule tête, le cœur de la nation battant dans une seule poitrine; nous leur entendons dire : Il y a trop d'intérêts qui divisent les hommes ; il faut trouver enfin un homme en qui l'intérêt national puisse se confondre avec l'intérêt personnel ; car, affirment-ils, qu'un sentiment national, qu'une force traditionnelle et progressiste soient assez puissants pour faire battre à l'unisson des milliers de poitrines, pour mettre fraternellement les mains les unes dans les autres et pour pousser tout ce peuple vers le grand labeur fécond de toute une France à refaire, il n'y faut pas songer ! Ce serait de la folie ; l'humanité positive n'a jamais connu cela.

Eh bien ! sans doute, l'humanité positive n'a jamais connu cela. Mais il y a une force qui n'est pas une force simplement positive, encore qu'elle soit devenue une réalité tangible : c'est la force que le christianisme depuis bien des siècles est venu déposer dans les âmes ; c'est la force qui tourmente inconsciemment les socialistes et les anarchistes eux-mêmes ; c'est la force que nous voulons dégager, que nous voulons affranchir et libérer, de manière à créer dans le sang du Christ la véritable démocratie de l'avenir ! (*Double salve d'applaudissements.*)

II. — LE TRAVAIL SOCIAL

Le Mouvement syndical et coopération : la législation ouvrière.

Mais il ne suffit pas, camarades, de savoir ce que nous voulons, il ne suffit pas d'être agité par la passion de l'avenir, il ne suffit même pas de découvrir quelle est la route à suivre : il faut courageusement se mettre en marche, et l'esprit démocratique ne serait qu'une chimère ridicule, bonne tout au plus à faire hausser les épaules aux passants, si cet esprit ne s'incarnait bien vite dans des réalités sociales.

Nous disons que nous avons en nous une force sociale suffisante pour créer l'avenir que nous rêvons. Commençons donc par créer cet avenir en nous et par le développer autour de nous. La société future ne sera jamais réalisée, entendez le bien, si nous ne sommes pas tout d'abord capables de la réaliser dans notre propre conscience.

Il faut, dira-t on, une révolution pour déblayer le terrain d'abord. Nettoyons les écuries d'Augias !... Et vous savez combien d'orateurs ont toujours au bout de leur bras tendu ce beau geste du balai ! (*On rit.*) Il faut nettoyer la Chambre des députés et le Sénat, le Sénat surtout ! car là il y a des choses beaucoup plus croupissantes encore ! Il faut tout nettoyer ! Il y en a qui vont plus loin : il faut nettoyer l'Université. Il y en a même qui disent : Il faut nettoyer l'Eglise. .. Ils veulent tout nettoyer. (*On rit.*)

Nous, nous disons que vraiment depuis un siècle on a fait suffisamment d'œuvres destructives. Il fal-

lait peut-être, à la fin du XVIIIe siècle, une révolution pour démolir. Soit ! Mais depuis le temps qu'on détruit, je crois qu'il serait à propos de songer à rebâtir. Notre société française se meurt non pas tant des constructions qui l'écrasent que des ruines qui l'encombrent. Il faut très courageusement nous mettre à l'œuvre Mais, je vous en supplie, n'attendez pas que la législation et que le Gouvernement viennent rebâtir les choses d'eux-mêmes. La législation et le Gouvernement ne font que suivre le mouvement. Une loi ne peut que consacrer ce qui existe. Si une loi ne correspondait pas à l'opinion publique, si la loi n'était pas comme l'inscription même de ce qui est dans les mœurs, mais la loi ne tiendrait pas debout ; elle serait aussitôt renversée !

Mais qu'allons-nous reconstruire ? Mes chers camarades, nous pouvons d'abord reconstruire la vie professionnelle, et nous pouvons ensuite par le développement des coopératives donner un exemple de ce que sera la nouvelle société, car il est bien évident — je crois que je vais dire une vérité de M. de la Palisse en affirmant ceci — il est bien évident que la société capitaliste telle qu'elle se développe autour de nous d'une façon si envahissante et parfois si cruelle pour certains, n'est pas une forme de propriété nécessaire. En effet, si la propriété individuelle doit toujours demeurer la sauvegarde de la valeur morale de l'individu et de l'existence familiale, la propriété capitaliste telle qu'elle est conçue aujourd'hui évoluera, se modifiera, changera comme l'esclavage a changé, comme le servage a changé, comme toutes les manifestations des régimes anciens de la propriété ont été appelés à changer, à travers la suite des âges.

Mais, croyez-le bien, si vous laissez des utopistes ou des rêveurs, si vous laissez surtout des hommes sectaires et brouillons, qui ne comprennent rien aux choses sociales et qui suivent leurs passions ou leurs intérêts, se mêler eux seuls de réformes sociales, si vous qui croyez avoir le bon sens et la modération, vous voulez être toujours une digue et pas autre chose, les réformes se feront à côté de vous, contre vous, ce qui n'a que peu d'importance, mais se feront contre la France, ce qui a beaucoup d'importance, je vous assure. (*Applaudissements.*)

Il faut donc commencer dans les syndicats l'émancipation professionnelle de l'ouvrier ; et nous abordons ici un sujet brûlant, je le sais. Mais en vérité, si les syndicats ne devaient jamais être autre chose qu'un instrument docile dans les mains des sectaires jacobins et anticléricaux, ou qu'un outil de réaction dans les mains des patrons effrayés du mouvement révolutionnaire, les syndicats n'auraient pas d'utilité et ne feraient qu'entretenir dans les milieux ouvriers une division funeste à leurs propres intérêts.

Le syndicat doit être la chose des ouvriers eux-mêmes; le syndicat doit être l'expression de leur vie corporative ; il faut donc d'une part que les ouvriers connaissent les intérêts de leur corporation, par conséquent qu'ils étudient dans les Cercles d'études et les Instituts populaires, et d'autre part qu'ils aient le courage de se sacrifier aux intérêts de leurs camarades, car bien souvent, vous le savez, il se passe dans les milieux ouvriers ce qui se passe dans les milieux politiques : les bons ouvriers qui s'occupent d'élever leur famille, restent au coin de leur feu et ne se mêlent pas aux agita-

tions syndicales ; ils laissent une poignée d'énergumènes s'emparer de la tête du mouvement, parader devant l'opinion publique se posant comme les défenseurs des intérêts corporatifs ; .. et vous voyez ce qui arrive souvent dans ces Bourses du travail qui devraient être des palais de la vie professionnelle; vous voyez qu'on y développe hautement des opinions anticléricales et des opinions antipatriotiques... Dès lors, il est impossible qu'un homme qui regarde les choses de sang-froid puisse considérer que le mouvement syndical actuel est bien véritablement un mouvement professionnel ; il n'en a que l'apparence, il ne l'est pas au fond. Pourquoi ? Parce qu'on a laissé les hommes qui voulaient amener le désordre dans le pays s'emparer du mouvement professionnel, alors que ce mouvement professionnel aurait dû rester nettement dirigé vers son but initial, appartenant vraiment aux ouvriers et n'étant exploité par personne.

Courage donc et tâchons d'affranchir le mouvement professionnel ! Mais pour cela ne faisons pas ce que certains patrons ont cru avoir le droit de faire ; donnant de l'argent à leurs ouvriers, ils leur ont dit : Voilà de l'argent, faites des syndicats, élevez maison contre maison, autel contre autel. Non, il faut affranchir le mouvement syndical, et ce sont les ouvriers seuls qui peuvent le faire.

Que les ouvriers honnêtes, les ouvriers intelligents, formés dans les Cercles d'études, aillent donc dans les syndicats qui existent, pour les affranchir du joug des socialistes, qu'ils aillent dans les syndicats nouveaux qui se forment pour en faire des syndicats véritablement professionnels : ils serviront ainsi, soyez-en convaincus, les intérêts

de la France tout entière et jusqu'aux intérêts des patrons qui, après tout, sont des Français comme les autres. *(Vifs applaudissements.)*

La coopération est aussi une réalité positive de laquelle il faut que nos camarades s'occupent. Vous savez que la coopération n'est autre chose qu'une méthode nouvelle de production et de consommation, qui permet au consommateur de se priver du concours parfois onéreux de nombreux intermédiaires, et qui, au point de vue théorique et philosophique, très évidemment, constitue un progrès sur le régime précédent de production et de consommation. Là encore, mes chers camarades, il y a deux problèmes qui se posent. Tout d'abord, certains diront : Oui, mais les coopératives ruinent le petit commerce, puisque l'on se passe des petits commerçants. En effet, camarades, peut-être que dans tel ou tel cas déterminé les coopératives peuvent ruiner tel ou tel petit commerçant. Mais ce raisonnement d'ordre tout inférieur n'arrêtera pas un mouvement social général. Autrement il eût fallu s'opposer à la création des locomotives sous prétexte que cela allait ruiner le commerce des voituriers; et vous savez, du reste, qu'il n'en est rien arrivé, puisque les statistiques montrent que depuis la création des chemins de fer le commerce des voitures a sensiblement progressé. D'ailleurs, l'activité humaine n'est utile que lorsqu'elle s'emploie à une œuvre qu'un procédé plus ingénieux ne pourrait pas faire avantageusement disparaître. Il y a toujours assez d'emplois pour cette activité, et je crois que la terre est loin d'être trop grande pour que ses enfants puissent s'y employer utilement; surtout dans un pays

comme la France qui ne se repeuple pas avec une rapidité désespérante, nous n'avons pas à gémir sur le trop grand nombre de bras, mais nous pouvons plutôt répéter cette parole des Livres Saints : « Le champ est vaste ; ce qui manque ce sont les ouvriers. »

La coopérative permettra d'ailleurs aux camarades de faire un usage pratique des sentiments de solidarité qui doivent les unir. Vous savez que les socialistes, surtout dans les pays étrangers et en particulier en Belgique, se sont servis des coopératives pour répandre autour d'eux leurs idées sociales. Il ne faut pas nous faire d'illusion, mes chers camarades, du côté des gens qui possèdent il y a bien des chances pour que, d'ici longtemps, nous ne voyons pas tomber une manne bienfaisante de pièces d'or ni même de pièces d'argent. Il faut donc que nous ne comptions que sur nous, et je crois que si nos camarades des Cercles d'études suivaient l'exemple de certains groupements de province, en particulier de ceux de Brest, qui ont commencé à créer des coopératives, je crois qu'ils donneraient ainsi un fécond exemple, en mettant la force de consommation du prolétariat au service des idées que nous représentons.

Voilà pourquoi nous espérons que dès l'année prochaine nous pourrons essayer de créer à Paris, à l'usage de certains de nos camarades, plus particulièrement des employés de commerce, dans le Xe arrondissement ou dans les arrondissements voisins, un restaurant coopératif, ce qui nous permettra non seulement de prendre nos repas ensemble, mais encore de développer autour de nous comme une zone d'influence et surtout de montrer que nous

ne sommes pas des rêveurs, des utopistes et de beaux parleurs, mais que nous mettons la main à la pâte et que nous sommes capables de créer une de ces œuvres sociales, véritables cellules vivantes de la société future. *(Vifs applaudissements)*

La société future se constituera petit à petit par l'effort des associations qu'auront fondées nos camarades. Il ne faut pas que votre vie soit en dehors de la Cause que nous défendons ; il ne faut pas que nos amis puissent dire : Il y a le *Sillon*, les Instituts populaires, les Cercles d'etudes ; c'est très bon pour y passer une soirée toutes les semaines et pour y aller de temps en temps applaudir un orateur ; mais notre vie professionnelle, notre vie matérielle, notre vie morale est en dehors de tout cela. Non, la société future que nous voulons déjà fonder en nous et autour de nous doit s'emparer des intérêts mêmes de chacun, des intérêts matériels comme des autres. Il faut que nous apprenions petit à petit l'épargne par cette merveilleuse école qu'est la coopération. Il faut que nous apprenions aussi à avoir un sens très exercé et très pratique de la solidarité sociale, car on ne peut pas répéter indéfiniment : Nous sommes frères, nous ne faisons qu'une famille, nous nous aimons... Cela finirait par lasser et sentir le rance. Réalisons plutôt nos idées dans la vie quotidienne ; soyons du *Sillon*, c'est-à-dire de ce grand mouvement démocratique que l'esprit du Christ développe en nous et autour de nous, depuis le matin jusqu'au soir ; de même que les vieux martyrs d'autrefois étaient les témoins de leur foi, soyons les témoins de nos doctrines sociales et non pas seulement des témoins qui parlent, mais des témoins qui vivent, car la vie sociale, la

vie démocratique, la vie chrétienne, voilà la véritable preuve de la bonté de notre doctrine! et telle est la méthode que nous voulons suivre. (*Longs applaudissements.*)

Quand donc nous aurons avec nous toute une foule d'œuvres vivantes, des syndicats animés de notre esprit, non pas étroitement rattachés à un mouvement d'idées philosophiques et confessionnelles, car le syndicat doit être professionnel, mais défendus et soutenus par l'intégrité de vie morale de nos amis, quand des coopératives de consommation et de production auront montré la force de notre esprit social catholique et se seront répandues dans toute la France, alors, camarades, soyez bien convaincus que petit à petit et bien nettement cependant, nous nous apercevrons que notre législation actuelle est insuffisante, que c'est une sorte de tunique de Nessus, dans laquelle la démocratie naissante ne peut qu'étouffer, qu'il y a à faire un code nouveau, que le vieux code civil qui s'occupe surtout de protéger le capital contre les dilapidations mêmes de ceux qui le possèdent, ne correspond plus aux exigences de la société nouvelle; et alors une législation, inconnue encore, mais dont les grands traits se précisent chaque jour, sortira de l'élan de vie et de l'effort social de nos camarades. C'est la grande erreur de beaucoup de se figurer qu'une législation peut s'imposer à une nation, qu'une législation peut se décréter dans un cabinet de travail, que quelques savants réunis autour d'un tapis vert peuvent écrire les articles du code futur de la démocratie. C'est là l'éternelle utopie et c'est là l'erreur des philosophes et des démocrates en chambre. Une législation sort de la vie; elle ne s'impose pas à celle-ci; autre-

ment, elle ressemblerait à ces méchantes digues de pierre qui veulent fixer son cours au torrent et qui ne font qu'être détruites par lui et qu'exciter encore sa fureur.

III. L'ORGANISATION SOCIALE

Les lois et les mœurs : le triomphe de la Démocratie.

Voilà comment, camarades, nous arriverons, un jour sans doute, nous ou ceux qui viendront après nous, à aborder enfin ce terrain politique sur lequel autour de nous tout le monde se rue aujourd'hui, dans une inutile mêlée, puisque le choix même du vainqueur décidé par la fortune importe peu, impuissant à donner quelque véritable stabilité à la France.

Quand nous saurons exactement ce que nous voulons et qu'une loi sera devenue nécessaire n'apparaissant plus seulement comme un soutien pour maintenir un ministère au pouvoir, mais comme la résultante des exigences impérieuses des masses populaires françaises, alors la politique sera autre chose que ce qu'elle est aujourd'hui, alors on n'aura plus besoin d'apprendre une langue nouvelle pour faire de la politique ; mais tout bon citoyen, tout citoyen éclairé, libre, conscient, pourra être porté par la force même des choses au seuil de la vie politique. Voilà ce qui devrait être. La politique ne devrait pas servir de carrière, de profession ; la politique devrait apparaître comme l'épanouissement nécessaire de toutes les forces sociales de la nation. (*Vifs applaudissements.*)

Hélas ! ce n'est qu'un rêve aujourd'hui, car il y a deux Frances, vous le savez : il y a la France parlementaire, cette France curieuse, bizarre, qui se

développe et qui croît, maladive, dans une sorte de serre étouffante, au Palais-Bourbon ou au Sénat; là il n'y a pas de fenêtres, pas d'air qui vienne balayer, les visages et cinq ou six cents individus, sur une carte de géographie politique, toute différente de la véritable carte de France, prétendent s'occuper des destinées de la nation; ils ne se demandent pas ce que fait le peuple, ni ce qu'il veut, ni ce qu'il désire, ni ce qu'il sent; mais on se dit simplement : Tel ministère va tomber, il faut le soutenir; vite une coalition. On unit le centre à la droite ou à la gauche; les majorités se forment et les ministères triomphent jusqu'à ce qu'ils soient renversés.

Eh bien! justement un temps viendra peut-être. — et pourquoi ne viendrait-il pas, si nous le voulons? — où il n'y aura plus ce divorce entre les deux Frances, la France réelle, composée de tous les citoyens, composée des femmes comme des hommes, composée des vieillards comme des enfants, la véritable France d'un côté, et de l'autre cette France parlementaire, qui transforme, qui dénature les intérêts généraux de la nation, pour y substituer des intérêts électoraux.

Il est même très curieux, camarades, de voir la différence qu'il y a entre une réunion publique comme celles que nos amis du *Sillon* organisent et les réunions publiques électorales. Ce sont les mêmes individus qui s'y trouvent peut-être, mais avec des états d'esprit tout différents, et comme contraires. Viennent-ils dans une réunion du *Sillon*, ils essayent le plus souvent de se rendre compte de ce que dit l'orateur, de savoir s'il a tort ou raison. Viennent-ils dans une réunion électo-

rale, ils s'inquiètent simplement de savoir si l'orateur qui parle est le bon ou le mauvais ; si c'est le bon, ils applaudissent tout sans écouter ; si c'est le mauvais, ils sifflent tout, sans écouter naturellement, car ils font beaucoup de bruit pour ne pas l'entendre. . (*On rit.*)

Pourquoi donc, un jour, les intérêts véritables, les intérêts sociaux, les intérêts moraux ne parviendraient-ils pas à être représentés par une politique nouvelle, correspondant mieux à ces intérêts eux-mêmes ; et si l'organisation professionnelle permet aux représentants attitrés des différents métiers d'avoir voix au chapitre, si les questions sont souvent étudiées, si certaines solutions sont même élaborées par des professionnels, autrement dit si la politique s'élargit, s'enracine et est arrachée à cette clientèle de spécialistes politiciens, en vérité y verrez-vous grand dommage et n'admettez-vous pas avec moi, au contraire, que ce sera pour l'âme de ce pays, que ce sera pour la démocratie française, le signal d'une marche plus sûre, plus noble, plus loyale vers le mieux-être social de la Patrie tout entière ? (*Applaudissements prolongés.*)

Au lieu de créer ce fameux code du travail, dont tout le monde sent confusément le besoin, mais dont on n'ose pas écrire les articles, parce que, d'une part, cela diviserait les majorités ministérielles et que, d'autre part, il est beaucoup plus simple de faire de l'anticléricalisme, ce qui actuellement réunit des majorités quelque peu stables, on arrête l'étude des lois qui pourraient mettre un gouvernement en mauvaise posture en face des puissants financiers et l'on ramasse les bataillons épars de l'anticléricalisme pour les jeter

à la curée sur de pauvres filles et d'inoffensifs religieux. On préfère cette attitude, mais un jour viendra sans doute où le bon sens populaire, mieux averti et réveillé enfin de sa torpeur, imposera l'accomplissement de quelques-unes des promesses qu'on lui a faites, et alors on verra qu'il est beaucoup plus facile de promettre que de tenir. Car vous m'avouerez qu'un bon démocrate, ce n'est pas un homme qui promet n'importe quoi au peuple, en pensant en lui-même : Promettons cela ; cela durera pendant trois ou quatre ans ; après nous verrons autre chose ; il y aura la dénonciation du Concordat ; cela amusera encore pendant quelque temps, et qui sait ? d'ici là, il y aura peut-être le déluge, une invasion de Mongols ou de Chinois ! on ne sait ce qui peut arriver ! *(On rit.)*

Cette politique à petite échéance déshonore la France ; elle empêche la démocratie de se réaliser pleinement.

Mes chers camarades, pour changer ces honteuses pratiques, pour arriver à avoir le code du travail que nous réclamons, pour que ce ne soit pas le code d'un parti, mais un code fait en vue des générations futures, que faut-il ? Que tous nous prenions en mains les affaires nationales, que nous ne nous désintéressions pas de ces choses-là, que nous les étudiions sans parti pris, avec notre bon sens et aussi avec notre cœur.

C'est justement pour cela que nous faisons appel à l'initiative et à la bonne volonté de chacun d'entre vous en faveur de cet Institut populaire que l'on va créer… que l'on a créé dans le 10e arrondissement et dont nous célébrons aujourd'hui la naissance Cette maison est toute petite, sans doute, et n'est

pas faite pour agiter beaucoup la grande opinion publique qui se plaît à d'autres débats, qui aime mieux aller voir le coffre fort vide de la famille Humbert... *(On rit)* que de venir visiter nos humbles locaux, dans lesquels il y aura peut-être un coffre-fort, qui lui aussi sera vide en commençant, mais que beaucoup d'entre vous, je l'espère, voudront contribuer à remplir. *(Nouveaux rires.)*

Dans tous les cas, soyez convaincus que vous avez chacun une part de responsabilité. Souvent on entend dire que tout va mal, que chaque année la France diminue, que c'était autrefois une nation de premier ordre, que ce n'est plus maintenant qu'une nation de second ordre et que ce sera bientôt une nation de troisième ou quatrième ordre, etc., etc. Et ces pessimistes qui parlent ainsi vous regardent en haussant les épaules toutes les fois que vous voulez leur dire quelques paroles d'espérance ; ils ont l'air de prétendre que ce sont là paroles oiseuses et inutiles et volontiers ils vous fermeraient la bouche. Ils oublient, hélas ! que c'est leur attitude seule qui rend impossible la réalisation de ces rêves car si chaque citoyen ne travaille pas, comment voulez-vous qu'une démocratie puisse se développer dans un pays ? comment voulez-vous que ces aspirations françaises qui demeurent dans l'âme de nos concitoyens puissent prendre forme et vie ?

Je m'adresse ici plus particulièrement à ceux de nos camarades qui partagent notre foi chrétienne et je leur dis : La démocratie a soif de Christianisme ; comment pourrait-elle se développer loin du Christianisme qui a permis de la concevoir et qui la rend chaque jour possible ? Ceux qui veulent la défendre et qui font de l'anticléricalisme se trompent eux-

mêmes, car ils sont, à leur insu, hantés par des rêves et par des besoins chrétiens. Le jour où nous aurons mis au service de la démocratie cette force inouie, inlassable, indestructible, que la foi du Christ a déposée dans nos cœurs, ce jour-là nous pourrons affranchir la démocratie, la République française, du joug des sectaires et nous pourrons permettre enfin à notre patrie de voir l'aube d'un nouveau grand siècle démocratique et chrétien. *(Applaudissements répétés.)*

Si nous voulons ne pas nous tromper et que nos espérances ne soient pas perpétuellement déçues, il faut agir avec courage et avoir la force d'être tolérants. Ah ! la tolérance, voilà une grande vertu que l'on oublie tous les jours davantage. On confond la tolérance avec la neutralité, par exemple, avec une foule de choses qui ne sont rien moins que des vertus et qui ne lui ressemblent guère, car la tolérance consiste à avoir assez de confiance dans ses propres idées pour ne pas craindre de les mettre en contact avec les idées d'autrui. Un homme qui n'est pas fort ne peut pas être tolérant. Le critérium de la force, c'est la toléance, et lorsque vous voyez quelqu'un vouloir étouffer vos paroles par des cris de haine, vous pouvez vous dire que cet homme n'a pas conscience de sa propre force. *(Applaudissements.)*

Voilà pourquoi, camarades. la devise des Instituts populaires doit être celle-ci : tolérance pour tout le monde et respect pour tous les hommes sincères à quelque parti qu'ils appartiennent et quelle que soit l'erreur même à laquelle ils soient attachés. Mais cela ne veut pas dire : neutralité. La neutralité, au contraire, c'est la veulerie de l'esprit

et du caractère, c'est cette fausse attitude de celui qui, incapable de distinguer l'ombre de la lumière et le soleil de la nuit, se ferme les yeux pour ne pas savoir s'il fait jour ou nuit et refuse à quiconque de dire : là est la vérité, là est l'erreur. (*Applaudissements.*) La neutralité, c'est la danse bizarre sur la corde raide d'un libéralisme qui est entouré d'abîmes des deux côtés.

Nous voulons être libéraux, non pas en économie politique, non pas en doctrine, mais être libéraux en pratique, c'est-à-dire tolérants, et voilà comment nos Instituts populaires sont largement ouverts à tous, accueillants à toutes les bonnes volontés. Nous sommes catholiques, c'est-à-dire universels, parce que nous n'avons d'autre but que de nous réconcilier avec nos adversaires d'autrefois dans la vérité et la liberté de l'esprit définitivement reconquises. (*Vifs applaudissements*).

Ce langage, je le sais, n'est pas celui qu'on a coutume d entendre. Nous risquons de nous faire jeter des pierres de droite et de gauche. On nous dira : Mais vous n'êtes pas capables de haïr ! — Ah ! certes, non, camarades, nous ne serons jamais capables de haïr. Nous serons les éternels entêtés de l'amour, et, malgré eux, nous aimerons ceux qui nous tourmentent. Mais, soyez-en convaincus, cet amour-là finira par les étonner eux-mêmes ; ils seront forcés de rendre hommage à notre loyauté quand même, à notre invincible sincérité et à l'obstinée bienveillance avec laquelle nous les accueillerons toujours.

Puissent nos Instituts populaires fournir cet exemple au peuple de France. Un jour viendra peut-être où de toutes parts les hommes de bonne

volonté auront assez des haines, des luttes fratricides et chercheront un peu de lumière et de paix. Puissions-nous alors être prêts, être armés pour le travail fécond! Puissions-nous par les œuvres sociales positives auxquelles il convient que nous occupions notre activité naissante avoir déjà élaboré toute une France active, vivante, bienveillante, accueillante, toute une démocratie, encore cachée peut-être sous les broussailles qui déshonorent le sol de la France, mais prête à éclore à la vie, quand on aura désembroussaillé le vieux sol français !

N'épargnons ni notre temps, ni nos veilles, ni nos fatigues. Allez ! donc, je vous en supplie, la vie ne vaut la peine d'être vécue qu'à cette condition-là. Autrement, il y a trop de fatigues, trop d'amertumes, trop de découragements dans la vie quotidienne! Si nous sommes nous-mêmes le terme de notre propre effort, ce n'est vraiment pas la peine de nous donner tant de mal ! Mais comme tout se transforme si quelque chose, en dehors de nous, nous attire, si quelque chose nous pousse à vivre plus pleinement, si nous sentons l'humanité s'agiter en nous, non pas une humanité étroite et inutile, comme les sociologues libres-penseurs et athées nous la présentent, mais une humanité complète, une humanité vraiment humaine, largement humaine, c'est-à-dire par cela même divine, car le dogme fondamental de notre religion c'est que l'humanité n'est pleinement l'humanité que le jour où le divin s'en dégage, c'est que le Christ a voulu lui-même être homme et qu'il a en quelque sorte absorbé en lui-même l'humanité tout entière pour l'entraîner palpitante vers plus de justice et vers plus d'amour. (*Salve d'applaudissements.*)

Penser ainsi, agir ainsi, ce n'est pas faire œuvre étroitement confessionnelle, car, soyez convaincus qu'elles sont légion les âmes que l'amour divin embrase et qu'il tourmente inconsciemment. Nous voulons seulement révéler à ces âmes ce qu'elles pensent ; nous voulons affranchir le divin qui se cache en elles ; nous voulons parler aux générations présentes qui ont un bandeau sur les yeux et leur dire : Arrachez ce bandeau et voyez clair, sentez que la démocratie qui palpite est en enfance parce qu'elle ne regarde pas l'étoile qui, dans le lointain d'un ciel encore inconnu, doit la guider vers l'universel amour.

Voilà comment nous comprenons la charité envers nos frères, la charité intellectuelle, la charité morale et la charité sociale: car charité ne veut pas dire aumône ; charité veut dire amour. Et si maintenant certains ne partagent pas notre foi, s'ils ne croient pas ce que nous croyons, nous ne les repousserons pas, nous ne les traiterons pas en frères ennemis, pas même en étrangers qui passent et qu'on accueille le long de la route. Non, car eux aussi sont des frères, car eux aussi sont appelés à vivre de la même vie, car eux aussi, nés sur le sol de la même patrie, sont faits pour participer au travail de la même démocratie ; ils n'auront assurément pas la force que nous puisons dans la sève divine, mais ils doivent travailler à la même œuvre et porter des pierres, moins lourdes sans doute, mais utiles pourtant à l'édifice commun.

Voilà l'idéal que nous formons. Et vous pouvez faire que ce rêve devienne réalité. Vous le devez.

Regardez le chemin que nous avons déjà parcouru. Je me souviens qu'il y a trois ou quatre

ans, à Paris, nous étions cinq ou six à nous entretenir de cette espérance lointaine ; nous étions alors complètement ignorés. Depuis nous avons pu souvent, dans des réunions publiques aussi calmes, aussi décentes que la vôtre, répondre aux contradicteurs, et leur montrer que, quoique catholiques, nous sommes capables de comprendre notre époque, d'aimer notre temps, car le Christianisme n'est jamais, comme on l'a dit, à l'arrière d'une époque pour la retarder et l'alourdir dans sa marche vers l'avenir ; au contraire, il est toujours en avant; il est toujours la force qui attire et qui pousse les générations vers plus de justice, vers plus de bonté, vers une compréhension meilleure et plus haute du devoir social.

Le christianisme, non certes, il n'a pas fait toutes ses preuves dans les temps anciens. Non certes, on n'a pas le droit de nous dire qu'ayant été réalisé, il n'a pas fait le bonheur des hommes, car le christianisme n'est jamais intégralement réalisé ici-bas sur le terrain social, puisque jamais nous ne sommes pleinement chrétiens Le christianisme, s'il imprègne chaque jour davantage notre société, pourra, dans les siècles futurs,montrer aux hommes comment il est capable, lorsque la vie divine anime les cœurs, de faire ce que la simple raison raisonnante, ce que les théories des philosophes positivistes et matérialistes nous montrent comme impossible, — la lutte pour la vie, la sélection naturelle étant les seules réalités positives. — alors que nous voulons, nous, tout ramener à l'amour et à la fraternité universelles. *(Applaudissements.)*

Et maintenant, camarades, ce que nous rêvons, ce que nous voulons, ce que nous avons lentement

commencé à élaborer, tout cela aboutira-t-il ? ou bien des forces de destruction, les noires puissances de haine et de ténèbres, les démagogies triomphantes et les réactions cruelles écraseront-elles le germe, et les forces contraires qui se disputent la Patrie auront-elles tout détruit avant que rien n'ait pu se développer ? Voilà toute la question, je le sais. Mais ce n'est pas par de la philosophie, par des prévisions, par de longs discours, ni par de savantes études que l'on pourra la résoudre. Elle sera résolue selon la réponse que chacun de nous, dans l'intimité de sa conscience, lui aura donnée.

Travaillons donc ; dévouons-nous, donnons-nous ; faisons passer la Cause avant tout le reste ! Lorsqu'il s'agit du salut moral et social, la volonté est une force ; la volonté est une réalité.

Je suis certain, camarades, que tous ceux qui sont venus ce soir à cette réunion, alors même qu'ils ne partagent pas certaines de nos convictions, veulent faire passer avant leur intérêt étroit et personnel l'intérêt de la grande fraternité humaine. J'espère que tous sont capables de sacrifice et que, dans les détails courants de la vie quotidienne, ils sauront avoir la force d'écouter la voix réconfortante qui, lorsque la désespérance veut s'infiltrer dans l'âme, vous dit : Tu n'as pas le droit de ne pas avoir de courage ! Marche toujours et quand même !

Ce mouvement des Cercles d'études et des Instituts populaires, si humble encore et pourtant plein de force et de vie, arrivera un jour à triompher de tous les obstacles et rendra possible la démocratie... Pourquoi n'en serait-il pas ainsi, camarades ? pourquoi, si nous le voulons ?

Et maintenant verrons-nous le triomphe définitif? ou bien d'autres qui marcheront après nous, tels que ces soldats qui s'en vont à l'assaut de quelque forteresse et passent sur le corps des premiers qui sont tués, achèveront-ils de remporter la victoire que nous aurons préparée? Peu nous importe, n'est-ce pas, pourvu que nos efforts n'aient pas été inutiles.

Donnons-nous donc tout entiers, sans réserve, sans arrière-pensée, à cette grande tâche démocratique fraternelle et chrétienne; nous n'aurons jamais à regretter d'avoir vécu. *(Triple salve d'applaudissements.)*